

## COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle: **29814C**

Inscrit le 6 février 2012

---

### **Audience publique du 15 mai 2012**

**Appel formé par  
Monsieur ..., ...,  
contre un jugement du tribunal administratif du 11 janvier 2012  
(n° 28555 du rôle)  
en matière de retrait de permis de conduire**

---

Vu l'acte d'appel déposé au greffe de la Cour administrative le 6 février 2012 par Maître Gaston VOGEL, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ... ..., demeurant à ..., dirigé contre un jugement rendu en matière de retrait de permis de conduire par le tribunal administratif le 11 janvier 2012, à la requête de l'actuel appelant tendant à l'annulation d'une décision du ministre du Développement durable et des Infrastructures du 9 février 2011 portant retrait de son permis de conduire ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 5 mars 2012 par le délégué du gouvernement ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Frédéric MIOLI, en remplacement de Maître Gaston VOGEL, et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Paul REITER en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 3 mai 2012.

---

Le 15 juillet 2010, le ministre du Développement durable et des Infrastructures, ci-après dénommé le « *ministre* », sollicite l'avis du procureur général d'Etat au sujet d'un éventuel retrait administratif du permis de conduire de Monsieur ... ..

Dans son avis du 12 novembre 2010, le procureur général d'Etat estima qu'il y avait lieu à retirer le permis de conduire de Monsieur ....

Monsieur ... fut convoqué le 13 décembre 2010 par le ministre à se présenter devant la commission spéciale des permis de conduire, ci-après « *la commission* ».

Monsieur ... fut auditionné par la commission le 6 janvier 2011.

Par avis en date du même jour, la commission proposa à l'unanimité « de faire procéder au retrait administratif du permis de conduire » de Monsieur ..., avis motivé comme suit :

*« Considérant que Monsieur ... est titulaire d'un permis de conduire de la catégorie B depuis le 19 mars 1973, de la catégorie CE depuis le 20 août 1976 et de la catégorie D depuis le 30 janvier 1978 ;*

*Considérant que par arrêté ministériel du 3 juillet 1991, l'intéressé s'est vu limiter la durée de validité du permis de conduire à 24 mois ;*

*Considérant qu'en date du 21 juillet 1993, la validité du permis de conduire de l'intéressé a été prorogée pour la durée légale ;*

*Considérant que le casier judiciaire de l'intéressé renseigne en date du 19 juillet 2010 sur deux condamnations, notamment pour circulation sur une partie de la voie publique réservée à d'autres usagers, avoir conduit un véhicule en utilisant un équipement téléphonique qui ne permet pas de garder les deux mains au volant pendant l'écoute et la communication, pas fixé solidement dans le véhicule, circulation d'un véhicule non couvert par un certificat de contrôle technique valable, défaut du port de la ceinture de sécurité, défaut de vignette fiscale valable et défaut d'informer le Ministre des Transports en cas de mise en circulation du véhicule en date du 9 janvier 2006, pour avoir circulé en présentant des signes manifestes d'influence d'alcool, avoir mis en vente, vendu, acquis, importé, détenu, utilisé, adapté, placé, appliqué ou transporté un appareil, dispositif ou produit destiné soit à déceler, soit à perturber le fonctionnement d'instruments servant à la constatation des infractions du Code de la Route en date du 31 mai 2006 et pour avoir circulé en présentant des signes manifestes d'ivresse, inobservation d'un signal lumineux rouge, vitesse dangereuse selon les circonstances, dépassement de la vitesse de 50 km/h à l'intérieur d'une agglomération (100 km/h), défaut de se comporter raisonnablement et prudemment, refus de s'arrêter à la réquisition d'un agent de l'autorité et refus de se prêter à la prise de sang en date du 6 juillet 2006 ;*

*Considérant que ces condamnations ont entraîné une interdiction de conduire de 54 mois dont 6 mois fermes et 48 mois excepté les trajets à effectuer dans l'intérêt prouvé de sa profession et le trajet le plus court domicile-lieu de travail et retour ;*

*Considérant qu'en date du 27 mai 2010, une interdiction de conduire provisoire a été prononcée à l'encontre de l'intéressé pour avoir été impliqué dans un accident de circulation en état d'ivresse (2,58%) et pour avoir circulé malgré une interdiction de conduire judiciaire limitée, mentionnée ci-dessus, en date du 23 mai 2010 ;*

*Considérant qu'en date du 8 juin 2010, la Chambre du conseil du Tribunal d'Arrondissement a ordonné la mainlevée partielle de cette interdiction de conduire provisoire pour les trajets effectués dans l'intérêt prouvé de son employeur ;*

*Considérant que le rapport d'enquête de la Police grand-ducale ... du 21 septembre 2010 ne mentionne aucun autre élément à charge de l'intéressé ;*

*Considérant que l'intéressé conteste la majorité des infractions et ne semble donc pas être raisonnable ;*

*Considérant que les faits reprochés à l'intéressé permettent d'admettre qu'il est dépourvu du sens des responsabilités requis, dans l'intérêt de la sécurité routière, pour la conduite d'un véhicule ; (...) »*

Par arrêté du 9 février 2011, le ministre, au vu des avis du Procureur général d'Etat du 12 novembre 2010 et de la commission du 6 janvier 2011, retira le permis de conduire un véhicule automoteur à Monsieur ..., de même que les permis de conduire internationaux délivrés à celui-ci sur le vu du susdit permis national au motif que l'intéressé « *est dépourvu du sens des responsabilités requis dans l'intérêt de la société* ».

Le 2 mai 2011, Monsieur ... saisit le tribunal administratif d'un recours tendant à l'annulation sinon à la réformation du susdit arrêté ministériel du 9 février 2011.

Par jugement rendu le 11 janvier 2012, le tribunal administratif reçut le recours en annulation de Monsieur ... en la forme et, au fond, l'en débouta avec charge des frais de l'instance.

Par requête d'appel déposée le 6 février 2012, Monsieur ... a régulièrement entrepris le susdit jugement du 11 janvier 2011.

L'appelant estime que le tribunal aurait estimé à tort qu'il serait dépourvu du sens des responsabilités nécessaire pour conduire un véhicule. Dans ce contexte, il signale que l'ensemble des infractions commises aurait été sanctionné adéquatement sur le plan pénal, que le juge pénal aurait estimé qu'il n'était pas indigne de sa clémence en assortissant toujours les retraits de permis prononcés de l'exception pour les trajets professionnels et que la décision de retrait sous analyse constituerait une sanction supplémentaire laissant le justiciable dans l'« *incompréhension* ». Monsieur ... prétend encore avoir l'impression que la décision ministérielle a été prise arbitrairement pour se focaliser sur deux condamnations pour des faits datant de 2006 et un fait remontant à 2010, ladite décision passant sous silence les nombreuses années de conduite où il n'aurait pas affiché une conduite fautive ou dangereuse, ce d'autant plus qu'il serait « *taximan* » et effectuerait un kilométrage annuel important de l'ordre de 40.000 à 50.000 kilomètres. L'appelant conclut partant au caractère arbitraire et disproportionné de la décision attaquée qui lui ôterait sa seule possibilité de travailler à un moment où il lui serait impossible de se reconverter.

Le délégué du gouvernement demande la confirmation du jugement entrepris dans toute sa teneur, estimant que les faits se dégageant du dossier sont d'une gravité certaine, notamment au regard du fait que Monsieur ... serait chauffeur de taxi et qu'il est de par sa profession appelé à passer de longues heures sur les routes.

Il convient tout d'abord de confirmer les premiers juges en ce qu'ils ont tracé le cadre juridique applicable au litige sous examen par rapport à l'article 2 paragraphe 1<sup>er</sup>, 3) de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur les voies publiques en ce qu'il dispose que « *le ministre des transports ou son délégué délivre les permis de conduire civils ; il peut refuser les permis de conduire, restreindre leur emploi ou leur validité, les suspendre et les retirer, ou refuser leur restitution, leur renouvellement ou leur transcription et même refuser l'admission aux épreuves si l'intéressé : (...) 3) est dépourvu du sens des responsabilités requis, dans l'intérêt de la sécurité routière, pour la conduite d'un véhicule* ».

Concernant une mesure de retrait administratif du permis de conduire, les premiers juges ne sont pas non plus critiquables en ce qu'ils ont relevé que la finalité primordiale de pareille mesure est de protéger pour le futur la sécurité des usagers de la route contre des personnes représentant un danger potentiel à leur égard et non celle de sanctionner les personnes concernées pour des faits passés.

La mission ainsi dévolue au ministre l'appelle à examiner le comportement global de la personne concernée, étant précisé que le ministre doit nécessairement se prononcer sur base d'éléments suffisamment récents pour être susceptibles de le renseigner utilement sur l'attitude actuelle de la personne intéressée.

En l'espèce, il convient de noter que le dossier administratif renseigne sur une multitude d'infractions à la législation sur la circulation routière remontant aux années 2006 et antérieures, lesdites infractions ayant entraîné pour Monsieur ... une interdiction de conduire de 54 mois, dont 6 mois fermes et 48 mois excepté les trajets à effectuer dans l'intérêt prouvé de sa profession, ainsi que des condamnations à des amendes.

A cela s'ajoute que l'appelant a été impliqué dans un accident de la circulation le 23 mai 2010 en état d'ivresse et ce à un moment où il était sous le coup d'une interdiction de conduire judiciaire limitée.

Force est de dégager de l'ensemble de ces antécédents de l'intéressé en matière de circulation, situés dans un laps de temps d'environ 4 ans avant l'arrêté ministériel litigieux, un comportement irresponsable tant manifeste que persistant, comportement d'autant plus incompréhensible que Monsieur ... est chauffeur de taxi et gérant de la société ... s.à r.l., tel que cela se dégage du rapport ... du 21 septembre 2010 dressé par la police grand-ducale, circonscription régionale ..., de même qu'une désinvolture caractérisée se dégageant notamment des propos de l'intéressé devant la commission où il a contesté voire minimisé les faits lui reprochés.

Force est encore de constater que les faits ne sont pas trop anciens pour servir de base à la décision ministérielle litigieuse, mais qu'au contraire, ils sont suffisamment récents pour permettre de donner une image actuelle de l'intéressé, de même qu'ils constituent des éléments suffisants au titre desquels le ministre, agissant dans les limites de son pouvoir d'appréciation légal, a pu conclure que le sens des responsabilités nécessaire pour la conduite d'un véhicule est passablement défaillant dans le chef de Monsieur ....

La légalité de l'arrêté ministériel litigieux n'est pas non plus affectée par le fait que le ministre s'est « *essentiellement* » basé sur deux condamnations de 2006 et un fait remontant à 2010, étant donné que la compétence de retirer ou de limiter l'usage des permis de conduire, contrairement au retrait des points d'un permis de conduire, n'est ni directement liée à la commission d'une infraction ou à la condamnation pour une infraction au Code de la route, ni directement fonction de ces dernières et aucun délai dans lequel le ministre est tenu d'agir n'est légalement imposé.

La Cour ne saurait pas non plus suivre le moyen de réformation du jugement basé sur une prétendue sanction supplémentaire illégale, étant donné que le raisonnement afférent de l'appelant table sur la prémisse de base erronée de ce que par nature, un retrait d'un permis de conduire constituerait la sanction d'un comportement répréhensible, alors que la vocation principale de pareille mesure est d'assurer la protection des intérêts des usagers de la route, le

respect de cet aspect étant patent en l'espèce au regard des considérations ci-avant développées.

L'appel n'étant fondé en aucun de ses volets, il y a lieu d'en débouter l'appelant.

**Par ces motifs,**

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit l'appel du 6 février 2012 en la forme ;

dit l'appel non fondé et en déboute ;

partant **confirme** le jugement entrepris du 11 janvier 2012 ;

condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par :

Francis DELAPORTE, vice-président,  
Serge SCHROEDER, premier conseiller,  
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête en présence du greffier de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s. WILTZIUS

s. DELAPORTE

Reproduction certifiée conforme à l'original  
Luxembourg, le 22 novembre 2016  
Le greffier de la Cour administrative